

Nations Unies  
**ASSEMBLÉE  
GÉNÉRALE**

SEIZIÈME SESSION

Documents officiels



**1114<sup>e</sup>**  
**SÉANCE PLÉNIÈRE**

Jeudi 21 juin 1962,  
à 15 heures

**NEW YORK**

**SOMMAIRE**

Page

Point 97 de l'ordre du jour:

*Question de la Rhodésie du Sud (suite)* . . . . 1569

**Président: M. Mongi SLIM (Tunisie).**

**POINT 97 DE L'ORDRE DU JOUR**

**Question de la Rhodésie du Sud (suite)**

1. M. KOIRALA (Népal) [traduit de l'anglais]: Dans notre examen de la question de la Rhodésie du Sud, nous devons reconnaître plusieurs faits évidents. Ce territoire n'a pas encore pleinement accédé à l'autonomie. Bien que le Royaume-Uni se défende d'intervenir activement dans les affaires de la Rhodésie du Sud, il n'y a pas moins maintenu son autorité et son influence, et a conservé, de son propre aveu, la responsabilité ultime et sans partage. Ma délégation approuve pleinement l'opinion du Comité spécial des Dix-Sept<sup>1/</sup>, qui figure également dans le projet de résolution [A/L.386/Rev.1 et Add.1 à 4] dont nous avons l'honneur d'être un des auteurs: la Rhodésie du Sud n'a pas atteint l'autonomie complète au sens du Chapitre XI de la Charte des Nations Unies. Ma délégation est très reconnaissante au Comité spécial pour tout le mal qu'il s'est donné pour étudier la situation et parvenir à cette conclusion.

2. On a prétendu que la Rhodésie du Sud avait le statut de territoire autonome depuis 1923. S'il en est ainsi, il est surprenant de constater que la nouvelle Constitution de la Rhodésie du Sud, qui date de décembre 1961<sup>2/</sup>, a été soumise au Parlement du Royaume-Uni et a finalement été approuvée par le Regency Council of State, et que ce texte contenait des dispositions abrogeant les Lettres patentes de 1923 portant constitution de la Rhodésie du Sud. La section I du chapitre premier de la future Constitution désigne toujours le territoire sous le titre de "colonie de la Rhodésie du Sud". De plus, puisque la section 73 du chapitre VII prévoit la création d'un Conseil constitutionnel, on pourrait en conclure que l'actuelle Constitution n'a pas l'approbation de la population de la Rhodésie du Sud, et c'est particulièrement vrai de la très grande majorité de la population.

3. La Rhodésie du Sud n'a pas le statut de territoire pleinement autonome au sens de la Charte et elle n'est pas passée par le processus généralement suivi dans la pratique internationale. D'ailleurs, à notre connaissance, ce territoire n'a échangé de missions diploma-

tiques avec aucune autre nation souveraine, pas plus qu'il n'a demandé à être admis à l'Organisation mondiale d'Etats indépendants.

4. Les Britanniques ont toujours prouvé par leurs actes que les obligations vont de pair avec les responsabilités et ils n'ont jamais cherché à y échapper. Dans les circonstances actuelles, puisqu'une constitution a été élaborée et approuvée par une faible minorité mais est réprouvée par la majorité et qu'on cherche à l'imposer à la population autochtone, les Britanniques doivent faire en sorte qu'elle soit annulée, abrogée, supprimée. Nous n'entendons pas dicter au Royaume-Uni la façon dont il doit s'acquitter de ses obligations; qu'il emploie toute méthode qu'il jugera appropriée, juste et efficace. Mais nous tenons à porter à l'attention du représentant du Royaume-Uni que son pays continue à détenir en dernier ressort la responsabilité et l'autorité en Rhodésie du Sud, et, pour reprendre les termes du rapport du Sous-Comité pour la Rhodésie du Sud:

"Il semble que rien n'oblige le Gouvernement du Royaume-Uni à agir, sur les instances du Gouvernement de la Rhodésie du Sud, d'une manière incompatible avec les principes de justice et d'égalité à l'égard de la population autochtone." [A/5124, annexe 1, par. 42.]

5. Il est inconcevable que le Gouvernement du Royaume-Uni puisse agir volontairement et sciemment d'une façon qui ne peut être interprétée que comme une approbation de la politique et des pratiques en vigueur en Afrique du Sud, c'est-à-dire de l'apartheid. Car n'est-ce pas ainsi que les choses finiront en Rhodésie du Sud, si la Constitution de décembre 1961 n'est pas modifiée compte tenu du principe et de l'idéal que le Royaume-Uni lui-même a fait siens, et qui sont les fondements mêmes de l'Organisation — l'égalité des droits politiques pour tous sur la base du suffrage universel?

6. Quand nous défendons les droits de la minorité, c'est pour la protéger des empiétements de la majorité, mais, dans le cas de la Rhodésie du Sud, c'est l'inverse qui est vrai. Quelles bonnes raisons peut-on bien invoquer pour justifier les conditions de vote injustes et discriminatoires prévues dans la Constitution de 1961 pour la population africaine? Aucune. On n'arrivera qu'à créer dans ce pays une oligarchie fermement installée de colons blancs, jaloux de leurs pouvoirs et de leurs prérogatives, qui ne devront de comptes qu'à eux-mêmes, puisque les Britanniques ont l'intention de renoncer à toute leur responsabilité et à toute leur autorité. D'après leur chef, sir Roy Welensky, les blancs de la Rhodésie du Sud garderont le pouvoir pendant 200 ans. Mais, quand bien même il ne s'agirait que de 12 ans, comme le prévoient les représentants du Royaume-Uni, n'est-ce pas une façon de vouloir dissimuler que la Constitution a été élaborée à partir de bases fausses, en faisant fi des prin-

<sup>1/</sup> Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.

<sup>2/</sup> The Southern Rhodesia (Constitution) Order in Council, 1961 (Londres, H.M. Stationery Office).

cipes d'égalité et de justice, et que l'esprit dans lequel elle a été rédigée et les intentions qui animaient ses auteurs sont loin d'être admirables? Comment peut-on — et cela étonne particulièrement de la part des Britanniques, qui ont derrière eux une telle tradition de vie parlementaire — comment peut-on, dis-je, ne pas se rendre compte que cette constitution ne correspond pas à la volonté générale? En fait, elle n'est approuvée que par une petite minorité de réactionnaires et, au lieu de créer et de favoriser un climat d'harmonie, selon la voie tracée par le Royaume-Uni, elle ne suscite que dissension, hostilité et sentiments d'amertume.

7. Il est bien vrai que les fautes des parents retombent sur les enfants. A moins qu'elle ne soit considérablement remaniée, ceux qui hériteront de cette constitution souffriront beaucoup et devront supporter tout le poids de la rancune et des injustices qu'elle aura provoquées. Que les Britanniques aient ou non renoncé à tout pouvoir et à toute responsabilité, ce sont eux qui sont à blâmer, pour leur plus grande honte. En choisissant de ne rien faire, on agit souvent de façon tout aussi réelle qu'en faisant quelque chose. Nous demandons donc instamment aux Britanniques d'appuyer le projet de résolution [A/L.386/Rev.1 et Add.1 à 4] et, en leur capacité de Puissance administrante de nous promettre de faire en sorte que la Rhodésie du Sud soit dotée d'une nouvelle constitution élaborée "conformément aux principes de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux qui figure dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale", et de prendre des mesures pour abroger toutes les lois discriminatoires et d'assurer la mise en liberté de tous les détenus politiques. En tant que Puissance administrante, le Royaume-Uni dispose des moyens nécessaires pour prendre les décisions suggérées dans le projet de résolution; il possède également l'influence morale considérable qu'exige l'élaboration d'une solution juste respectant et garantissant les droits de tous les habitants de la Rhodésie du Sud, et pas seulement ceux des colons blancs qui constituent moins de 10 p. 100 de la population.

8. Tel qu'il se pose actuellement en Rhodésie du Sud, le problème colonial est extrêmement difficile et urgent, c'est indéniable. En quelques années d'existence, l'Organisation a déjà pu voir des effusions de sang, des souffrances et des destructions en Angola, en Algérie, au Congo, au Ruanda-Urundi, en Afrique du Sud et ailleurs. La Rhodésie du Sud doit-elle être la prochaine victime? Devrons-nous l'ajouter à cette liste? Espérons que non.

9. Ce territoire étant très proche de l'Afrique du Sud, où est pratiquée l'apartheid, tout porte à croire que la Rhodésie du Sud souffrira du même mal, comme le prouvent certains indices non négligeables. Cette politique est unanimement critiquée. Nos amis du Gouvernement du Royaume-Uni la désapprouvent tellement qu'ils ont préféré perdre un associé au sein du Commonwealth plutôt que de transiger avec les idéaux de dignité et de justice qui leur sont chers. Il n'est pas inopportun de citer ici la déclaration que M. C. T. Crowe, représentant permanent adjoint du Royaume-Uni auprès des Nations Unies, a faite à la Commission politique spéciale le 31 octobre 1961, à propos de la politique d'apartheid de l'Afrique du Sud. Je citerai donc le passage du compte rendu analytique de la

274ème séance, qui contient la déclaration de M. Crowe:

"Le gouvernement et le peuple du Royaume-Uni sont, eux aussi, de plus en plus déçus de voir que le problème de l'apartheid est si difficile à résoudre, car aucun autre pays, en dehors de l'Afrique du Sud elle-même, n'a probablement autant d'intérêt à apporter aux problèmes raciaux de ce pays une solution qui assurera une vie pleine, prospère et libre à tous ses habitants. Le Royaume-Uni craint que le maintien de la politique d'apartheid, qui est diamétralement opposée à celle qu'il applique lui-même dans les territoires dont il a la charge, n'entraîne des conséquences désastreuses qui n'affecteraient pas seulement les habitants de l'Afrique du Sud, mais se feraient sentir bien au-delà des frontières de ce pays. Non seulement l'apartheid est une politique indéfendable du point de vue moral, mais elle est vouée à l'échec dans la pratique, car elle va à l'encontre des principaux courants modernes. Dans un monde où les peuples se rapprochent de plus en plus les uns des autres grâce à toutes les ressources de la science et à la rationalisation, il n'est pas de peuple — ou de peuples — qui puisse vivre à l'écart d'un autre ou du reste de l'humanité. Quiconque a vécu au Royaume-Uni ne peut nier que ce pays croit fermement à la dignité et à la valeur de la personne humaine, ainsi qu'il l'a montré au cours d'une longue histoire de résistance à la tyrannie et à l'oppression aussi bien intérieures qu'extérieures. Ayant cette conviction, il ne saurait accepter aucune discrimination, raciale ou autre, nulle part au monde. Le peuple britannique ne s'est pas battu au cours de deux guerres mondiales et n'a pas souffert de lourdes pertes, n'a pas vu son économie bouleversée et ses villes détruites pour défendre une situation où les doctrines de suprématie raciale sont à l'honneur 3/."

10. Ma délégation propose en toute humilité que ces mots, qui expriment si bien la conviction du peuple britannique, se traduisent par des actes dans la colonie de la Rhodésie du Sud et qu'ils forment la base de la nouvelle constitution préconisée dans le projet de résolution dont l'Assemblée générale est saisie. Nous recommandons vivement ce projet de résolution à l'attention de l'Assemblée en général et de la délégation britannique en particulier.

11. M. COULIBALY (Mali): Le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, comité dont je suis membre, en recommandant à l'Assemblée générale, en tant qu'affaire urgente, la question de la Rhodésie du Sud, a été essentiellement guidé, en vertu de son mandat, par le souci de chercher une solution humaine et juste à la grave situation qui règne dans ce territoire.

12. Il a noté avec regret que cette situation se détériore de jour en jour en raison de la volonté systématique des 240 000 colons blancs d'imposer et de maintenir leur domination tyrannique à 3 millions d'Africains, excédés par les humiliations et les oppressions de toutes sortes endurées pendant plus de 70 ans de régime colonial.

13. Les 62 délégations qui ont imposé aux puissances coloniales et à leurs alliés la discussion de

3/ Documents officiels de l'Assemblée générale, seizième session, Commission politique spéciale, 274ème séance, par. 1.

la question de la Rhodésie du Sud à l'actuelle session de l'Assemblée générale ont tenu, avant tout, à être logiques avec elles-mêmes et à rester fidèles aux principes fondamentaux de la Charte des Nations Unies.

14. En effet, on ne peut être pour la paix, la justice et la liberté et être complice par des manœuvres déloyales, ou simplement rester indifférent devant la situation anachronique par laquelle une minorité étrangère, composée d'aventuriers bénéficiant de soutiens extérieurs, tente d'imposer par la terreur policière et des mesures draconiennes sa loi — celle de la jungle — à une majorité et de surcroît sur le sol même de cette majorité.

15. Ma délégation a eu l'occasion, tant au cours des travaux du Comité spécial des Dix-Sept que des entretiens du Sous-Comité qui s'est rendu à Londres, d'exprimer son opinion sur le problème de la Rhodésie du Sud, en marquant notamment sa désapprobation à l'égard de la constitution raciste imposée aux populations autochtones du pays, en déplorant l'absence de libertés politiques et syndicales, en dénonçant l'obscurantisme dans la formation des cadres africains et les entraves à leur accession aux emplois de la fonction publique, la discrimination en matière sociale, et surtout la spoliation des terres qui prive les 3 millions d'Africains de leurs moyens traditionnels de subsistance au profit des colons étrangers. Nous avons déploré également, au cours des travaux du Comité spécial des Dix-Sept, les coalitions d'intérêts qui, de l'Etat dit République sud-africaine au Katanga, font peser de lourdes menaces sur cette partie de l'Afrique dont la douceur du climat a contribué à en faire des colonies de peuplement, alors que les raisons profondes de l'oppression qui pèse sur les populations autochtones sont dues aux richesses naturelles de leurs pays.

16. Au stade actuel de nos débats, ma délégation n'a pas l'intention de compulser à nouveau le dossier sanglant et honteux du colonialisme, ni d'insister sur les imbrications du colonialisme ou, plus exactement, sur sa collusion avec les rapaces monopolisateurs qui sont prêts à fouler aux pieds tous les principes humanitaires pour un kilogramme de diamant, d'uranium ou de cuivre.

17. Mon intervention, que je voudrais d'ailleurs très brève, a pour but d'inviter l'Assemblée générale à se rallier aux conclusions objectives du projet de résolution qui lui est soumis et dont ma délégation est coauteur [A/L.386/Rev.1 et Add.1 à 4]. Mais, auparavant, je voudrais m'élever contre certaines assertions entendues au cours de ce débat.

18. On a essayé de nous faire admettre que la Rhodésie du Sud était autonome depuis 1923 et que, par conséquent, la Puissance administrante n'a pas capacité d'intervenir dans sa législation interne. Admettre ce raisonnement c'est accepter que les 240 000 colons blancs, et eux seuls, constituent la Rhodésie du Sud, car, en fait d'autonomie, il n'y a qu'eux qui en jouissent à l'égard de la Couronne britannique. En effet, seuls les colons blancs ont participé à la définition des conditions d'autonomie de 1923, tout comme s'il s'agissait d'une fixation de compétence, à l'intérieur d'une famille, entre aînés et cadets. La Rhodésie du Sud a été, et reste, une colonie britannique. Le Gouvernement du Royaume-Uni a-t-il le droit de concéder la Rhodésie du Sud et ses populations africaines à un club de colons et d'exploitants miniers,

et de conclure du même coup que ce pays a accédé à l'autonomie?

19. Si, à une période donnée de l'histoire, les puissances coloniales se concédaient, pour des raisons dont elles étaient seules juges, des colonies ou des portions de colonies sans consulter les populations autochtones qui changeaient ainsi de maîtres, il est inadmissible, à l'heure actuelle, qu'en violation des principes de la Charte des Nations Unies une puissance coloniale transfère ses responsabilités à un club d'exploiteurs étrangers, car je ne peux appeler autrement le gouvernement actuel de la Rhodésie du Sud, où pas un Africain ne fait partie du Parlement ou du pouvoir exécutif. Ma délégation ne peut donc, en aucun cas, souscrire à l'idée que la Rhodésie du Sud est autonome.

20. En effet, sans vouloir ignorer la présence des 240 000 colons blancs, ni contester la possibilité pour eux de continuer à vivre en Rhodésie, à condition toutefois qu'ils reconnaissent et respectent les droits de la majorité africaine, ma délégation considère, et c'est là une exigence fondamentale, que la Rhodésie du Sud est la patrie des 3 millions d'Africains rhodésiens, tout comme la Grande-Bretagne appartient aux Anglais, la France aux Français, le Portugal aux Portugais. C'est, par conséquent, à ces 3 millions d'Africains de la Rhodésie qu'il appartient de dire si leur pays est actuellement autonome ou s'il subit encore l'une des formes les plus aiguës du colonialisme, le gouvernement direct des colons. Cette réponse, nous l'avons eue, Monsieur le Président, en écoutant avec émotion les pétitionnaires Nkomo et Mushonga.

21. D'aucuns nous demandent également de ne pas prendre de décisions qui risquent de gêner le Gouvernement du Royaume-Uni ou le gouvernement de sir Edgar Whitehead. Mais ces délégations, en tant que Membres de l'Organisation des Nations Unies, auraient dû, en toute logique, intervenir plutôt auprès du Royaume-Uni pour exiger l'application loyale de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale. Elles auraient dû plutôt faire comprendre à leurs amis ou à leurs alliés, sir Roy Welensky et autres, le caractère absurde de leur conception des rapports entre blancs et noirs en Afrique.

22. Nous voulons bien tenter de croire à la possibilité que les tenants du régime colonial en Rhodésie, ou ailleurs, puissent s'amender et marcher dans le sens de l'histoire, mais nous sommes obligés de tenir compte de la réalité et des faits concrets. En effet, au moment où certains nous demandent de faire confiance au gouvernement actuel de la Rhodésie pour conduire le pays progressivement vers un régime plus démocratique, une dépêche du 19 juin 1962 de l'agence France-Presse nous donne les informations suivantes:

"L'ONU, qui examine actuellement la question de la Rhodésie du Sud, a été mardi l'objet de violentes attaques de la part de sir Humphrey Gibbs, gouverneur du pays et de Sir Edgar Whitehead, premier ministre.

"Le Gouverneur, ouvrant mardi matin la session du Parlement, a accusé les Nations Unies "d'inciter à la désobéissance à l'égard de la constitution légale du pays".

"De son côté, le Premier Ministre a déclaré mardi après-midi, au cours d'une conférence de presse,

qu'aucune résolution adoptée par l'ONU à l'issue du débat actuel ne pourra avoir d'effet. Il a comparé ce débat à celui qui a eu lieu l'an dernier à l'ONU sur Porto Rico, et dont les Etats-Unis, a-t-il dit, n'ont fait aucun cas. Néanmoins — a poursuivi sir Edgar Whitehead — le débat sur la Rhodésie du Sud "est en train d'avoir de sérieuses répercussions parmi les Africains du pays, car il leur donne le faux espoir que l'ONU est en mesure de faire quelque chose pour eux."

23. Que faut-il en conclure? Un tel concept est assez symptomatique. En effet, il prouve éloquemment que non seulement le gouvernement actuel de la Rhodésie du Sud n'est pas disposé à favoriser l'émancipation des noirs, mais il lance également un défi aux Nations Unies en menaçant d'ignorer les décisions éventuelles de l'Assemblée générale en se référant à un précédent.

24. Nous ne pouvons, dans ces conditions, nous empêcher d'établir une analogie entre la mentalité des colons de la Rhodésie du Sud et celle de ceux qui pratiquent actuellement la politique de la terre brûlée en Algérie, cet autre pays africain martyr du régime colonial. Il est donc clair que les colons blancs et leurs alliés veulent à tout prix maintenir leurs privilèges en Rhodésie du Sud, et qu'ils s'organisent en conséquence pour faire face à toute éventualité, au mépris de la logique et de tous les principes humanitaires, tout comme les gouvernements réactionnaires et racistes d'Afrique du Sud et du Portugal, tout comme les tueurs et les incendiaires de l'Organisation de l'armée secrète en Algérie. Le but de leur politique et les objectifs de leur agitation sont de parvenir à faire de la Rhodésie du Sud un Etat avec un gouvernement de blancs, semblable à l'Afrique du Sud. La création de la Fédération des Rhodésies et du Nyassaland apparaît comme un moyen d'arriver à cette fin. A cet égard, la bonne compréhension — sinon la coalition — qui existe entre Verwoerd, sir Roy Welensky et Salazar est assez significative.

25. Pour toutes ces raisons et compte tenu de toutes ces appréhensions, l'Assemblée générale doit faire face à ses responsabilités, responsabilités dictées par les principes de base de la Charte. La responsabilité du Royaume-Uni est entière en Rhodésie du Sud, il ne saurait la transférer à un gouvernement de colons étrangers. Une telle éventualité est contraire aux principes et aux dispositions de la résolution 1514 (XV) qui stipule, en son paragraphe 5, que:

"Des mesures immédiates seront prises, dans les territoires sous tutelle, les territoires non autonomes et tous autres territoires qui n'ont pas encore accédé à l'indépendance, pour transférer tous pouvoirs aux peuples de ces territoires, sans aucune condition ni réserve, conformément à leur volonté et à leurs vœux librement exprimés, sans aucune distinction de race, de croyance ou de couleur, afin de leur permettre de jouir d'une indépendance et d'une liberté complètes."

26. En effet, le peuple de la Rhodésie du Sud, celui à qui l'on doit transférer tous les pouvoirs, est celui représenté par les 3 millions d'Africains que le Gouvernement britannique a colonisés, les 3 millions d'Africains qui subissent la rigueur des lois draconiennes des Welensky et des Whitehead, ceux qui sont jetés en prison sans procès, qui sont privés des libertés les plus élémentaires. Le peuple de la Rhodésie, ce ne sont pas les 240 000 colons blancs et leurs alliés

qui s'enrichissent en volant et en exploitant les 3 millions d'Africains maintenus dans un régime de terreur policière et d'inquisition.

27. L'Assemblée générale, en adoptant la résolution 1514 (XV) sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, puis la résolution 1654 (XVI) créant le Comité spécial, dit comité de décolonisation, a fait naître de grands espoirs chez les peuples encore soumis à la domination étrangère. Nous n'avons pas le droit de les décevoir, car nous créerions du même coup une crise de confiance préjudiciable à l'Organisation des Nations Unies. C'est pourquoi ma délégation plaide en faveur de l'adoption, sans délai ni réserve, du projet de résolution qui nous est soumis.

28. M. BENITES VINUEZA (Equateur) [traduit de l'espagnol]: Quand l'Assemblée générale [1109<sup>ème</sup> séance] a été appelée à se prononcer sur le rapport du Bureau [A/1531], ma délégation s'est abstenue. Deux considérations nous ont dicté notre attitude. D'une part, mon gouvernement tient à rester fidèle au principe selon lequel toute question soumise par un Etat ou un groupe d'Etats à l'un des organes des Nations Unies doit faire l'objet d'un examen si elle entre bien dans le cadre de la Charte. D'autre part, nous ne savions pas exactement s'il s'agissait de se prononcer sur la question elle-même ou sur l'opportunité d'en discuter. Dans ces conditions, ma délégation a préféré s'abstenir. Mais, l'inscription de la question ayant été adoptée, nous aimerions définir notre position à ce sujet, puisqu'il s'agit d'un problème nouveau qui intéresse beaucoup de pays amis et qui porte sur des principes essentiels pour ceux qui, comme nous, ont connu le régime colonial, qui constituent une société multiraciale et qui défendent aussi jalousement que nous le principe du respect de la personne humaine sans distinction de race, sur lequel se fonde la démocratie dans l'Occident chrétien.

29. Un fait ne doit pas passer inaperçu: 28 Etats africains ont été unanimes à reconnaître la nécessité et l'urgence de l'examen de cette question. Nous sommes certains que cette unanimité ne constitue ni un défi ni un appel à la haine, comme on aurait pu le craindre. Selon nous, cela signifie qu'il y a quelque chose de nouveau dans le monde, qui s'impose à nous comme une réalité vivante et actuelle; la réalité africaine. L'illustre poète et philosophe qui préside aux destinées du Sénégal, Léopold Sédar Senghor, l'a appelé le retour aux sources de l'homme noir: la négritude. Quel que soit le terme employé, le fait est qu'il existe une conscience africaine qui dépasse les origines nationales, les sentiments ou les aspirations religieuses, les buts politiques et l'appartenance à tel ou tel groupe culturel. Les 28 Etats africains qui représentent 180 millions d'êtres humains attirent notre attention sur un problème qui pourrait mettre en péril la paix et la sécurité, puisqu'il concerne l'homme africain en soi, à la racine même de son africanisme.

30. La solidarité dont les Africains font preuve à propos de la Rhodésie du Sud vient de ce que son problème est celui de toute l'Afrique et de ce que son histoire est l'histoire dramatique de la quasi-totalité des peuples de ce continent. Rappelons-en les étapes essentielles. En 1888, la Rhodésie du Sud est découverte par un colonisateur, sir Cecil Rhodes, qui détient certainement un record mondial quant au nombre de terres auxquelles il a donné son nom. Sir Cecil Rhodes reçut du roi des Matabélés, Lobengula, le droit d'exploiter 195 000 kilomètres carrés de terres extrêmement riches.

31. D'après ce qu'indique le livre du journaliste américain John Gunther, *Inside Africa*<sup>4/</sup>, ces terres furent achetées pour 100 livres par mois, 1 000 fusils et une canonnière, qui ne parvint jamais à naviguer sur les eaux du Zambèze. En 1896, il y eut une guerre coloniale contre les indigènes. La British South Africa Company, fondée par sir Cecil Rhodes, s'étendait sur des milliers de kilomètres au-delà de la première concession. En 1914, on eut besoin d'hommes pour combattre dans la première guerre mondiale et à cette même date le contrat de la compagnie venait à expiration. Il fut renouvelé compte tenu de certaines concessions d'autonomie qui devaient entrer en vigueur dans les 10 ans. Les fusiliers africains répandirent leur sang sur les champs de bataille européens. En 1923, la Rhodésie devint colonie de la Couronne, bien que la compagnie n'eût jamais eu le droit d'administrer le territoire, mais uniquement celui de l'exploiter. Il ne fut tenu compte que de l'avis et des aspirations des colons blancs.

32. En 1953, un nouveau pas fut franchi: la création de la Fédération de la Rhodésie et du Nyassaland. Toujours d'après Gunther, 25 000 seulement des 40 000 électeurs blancs étaient favorables à la Fédération. Les ressortissants du Nyassaland firent une collecte pour permettre à leurs délégués d'aller sur place pour en empêcher la création. La Rhodésie du Nord n'était pas d'accord non plus. A la Chambre des communes, les députés étaient si divisés que la décision fut prise par 304 voix contre 260. L'organisation ainsi créée ne ressemblait pas aux fédérations tribales qui marquent le passage des sociétés primitives aux sociétés territoriales. Ce n'était pas non plus une fédération au sens moderne, une nation formée d'Etats dotés d'une autonomie partielle, comme c'est le cas par exemple des Etats-Unis d'Amérique, du Mexique ou du Brésil. C'était l'association de deux protectorats en une seule colonie, ce qui ne modifiait pas le statut des parties.

33. Nous arrivons ainsi à la question essentielle de laquelle dépend la solution du problème qui nous occupe: quel est le statut de la Rhodésie du Sud? Est-ce ce que le Pacte de la Société des Nations appelait une colonie et qui, dans la Charte des Nations Unies, est désigné sous le nom de territoire non autonome? Je me permets d'examiner brièvement cette question.

34. J'ai eu l'honneur de représenter l'Equateur à la Quatrième Commission pendant la huitième session de l'Assemblée générale, au moment où les Nations Unies ont étudié les problèmes fondamentaux du colonialisme et ont défini les facteurs dont il faut tenir compte pour déterminer si un territoire a pleinement accédé à l'autonomie. Ma délégation ne voit rien qui justifie qu'on modifie les principes qu'elle a alors défendus. Elle persiste à croire que, d'après les dispositions du Chapitre XI de la Charte, les territoires non autonomes sont en quelque sorte des Etats incomplets qui ne possèdent encore que deux des trois éléments constitutifs de l'Etat moderne — la population et le territoire — et qui doivent encore acquérir le troisième, un gouvernement pleinement indépendant. Quand ils y parviendront, ils deviendront des Etats à part entière. La Puissance administrante, qui, conformément à l'Article 73, a reçu "la mission sacrée" de les amener à ce stade d'indépendance, joue le même rôle que les tuteurs en droit civil. Et de même que le tuteur n'a pas la pro-

priété, mais uniquement la capacité d'administrer les biens du pupille, la Puissance administrante n'exerce pas sa souveraineté sur les territoires qui lui sont confiés, mais se borne à les administrer, ce dont elle doit répondre devant la communauté internationale qui lui a conféré son mandat. La Puissance administrante n'ayant pas souveraineté sur les territoires administrés, cette administration ne relève pas de sa juridiction interne, et l'exception prévue par le paragraphe 7 de l'Article 2 n'est donc pas applicable.

35. Le rôle de la Puissance administrante n'est terminé que lorsque le territoire non autonome est parvenu à s'administrer pleinement lui-même, et l'autodétermination ne peut se traduire que par un plébiscite ou par tout autre exercice du suffrage universel. Ainsi, le territoire peut décider de devenir un Etat indépendant, ou de s'associer librement à un autre Etat ou encore de se fédérer avec un autre Etat dans des conditions de stricte égalité. De ce point de vue, la Rhodésie du Sud n'est pas un Etat indépendant, ni un Etat librement associé, ni un Etat faisant partie du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord. Nous ne pouvons donc que souscrire à l'opinion exposée dans le rapport du Comité spécial [A/5124] quant au statut du territoire en question.

36. Cela nous amène à considérer la situation créée par la nouvelle Constitution de 1961. A notre avis, il ne s'agit pas d'une constitution comme celle qui régit la vie juridique des Etats indépendants. Cela ressemble plutôt à un statut colonial qui peut favoriser l'accession à l'indépendance à plus ou moins bref délai. On a évalué ce délai au minimum à 12 ans et au maximum, chiffre quasi astronomique, à 200 ans. La nature du statut colonial semble définie dans la deuxième partie du chapitre X de la prétendue Constitution, qui énonce que les mots "Rhodésie du Sud" désignent la colonie de la Rhodésie du Sud; en anglais: "Southern Rhodesia means the Colony of Southern Rhodesia".

37. L'élément le plus important de la nouvelle Constitution semble être la suppression des pouvoirs réservés que détenait le Royaume-Uni et le transfert de ces pouvoirs à un Conseil constitutionnel appelé à examiner les lois approuvées, à l'exception du domaine monétaire, et à déterminer dans un délai de 30 jours si elles contiennent des dispositions qui seraient en violation des droits de l'homme. Ce conseil, comprenant un président et 11 membres, sera initialement nommé par la Cour de justice qui ne compte évidemment que des blancs, et nous ignorons comment il sera constitué par la suite.

38. Les fonctions de ce conseil sont purement consultatives. Même s'il n'est pas d'accord, la loi peut être promulguée sur décision de la majorité des deux tiers des membres du Parlement. Comme cette majorité sera composée de blancs, c'est leur avis qui prévaudra. Il ne sera d'ailleurs pas nécessaire de réunir cette majorité des deux tiers, car la majorité simple suffira après un délai de six mois. Théoriquement, n'importe qui aurait le droit de dénoncer la loi, mais, comme il faudrait d'abord obtenir un certificat d'assistance judiciaire, en pratique, l'exercice de ce droit est soumis au bon vouloir du Conseil.

39. Quant aux droits de l'homme, la Constitution n'en reconnaît que le minimum: le droit à la vie, à la liberté, à la sécurité des personnes et des biens et à la protection de la loi; elle garantit également les libertés de réunion, d'expression, de conscience, d'association et le respect de la vie privée de l'individu, mais ne

<sup>4/</sup> John Gunther, *Inside Africa*, Harper and Brothers, New York, 1953.



comprend pas les droits de l'homme comme personne politique et sociale, et il ne semble pas que l'*habeas corpus* y soit prévu.

40. Passons enfin au droit électoral. D'après l'annexe au document A/AC.109/L.9 du 26 avril 1962, il est prévu deux classes d'électeurs, correspondant à deux listes A et B, ce qui revient à distinguer entre des citoyens de premier et de deuxième ordre. Les conditions à remplir, qui sont très compliquées, dépendent du revenu et du degré d'instruction, depuis ceux qui ont 720 livres de revenu par an ou des biens immobiliers d'une valeur de 1 500 livres au moins, jusqu'à ceux qui n'ont que 120 livres de revenu ou des biens d'une valeur de 250 livres, et depuis ceux qui ont fait quatre années d'études secondaires jusqu'à ceux qui ont terminé un cycle d'études primaires. On a cependant prévu l'élection de 50 membres par "circonscription", et de 15 par "district". Pour tout commentaire, je me référerai à la déclaration faite le 21 mars 1962 devant le Comité spécial [A/AC.109/SR.17, p. 16] par l'ancien Premier Ministre de la Rhodésie, M. Garfield Todd, ancien missionnaire qui a à son actif une mission impérissable d'humanitarisme. M. Todd, qui est aussi Président du New African Party, déclarait:

"La Constitution prévoit deux genres de listes électorales. Les personnes inscrites sur la liste A doivent remplir des conditions rigoureuses et élisent 50 représentants. Pour la liste B, les conditions requises sont moins strictes et les personnes qui y figurent élisent 15 représentants."

Cela revient à dire que, dans un parlement de 65 membres, 50 membres représenteraient 220 000 blancs et 15 membres représenteraient 2 500 000 Africains.

41. Nous atteignons ainsi le nœud du problème: la société de la Rhodésie du Sud est multiraciale. Pour nous, une société multiraciale est une société au sein de laquelle coexistent des races jouissant toutes de l'égalité. Pour les hommes politiques de la Rhodésie, qui veulent imposer la Constitution, cela signifie que la minorité blanche doit imposer sa loi à la majorité autochtone. L'ancien Premier Ministre de la Rhodésie du Sud, M. Godfrey Huggins, a parlé d'une "politique de *nursery*" pour les noirs". Ainsi, dans une population qui compte 12 noirs pour un seul blanc, 50 blancs doivent dominer un parlement de 65 membres. Il ne faut pas oublier que le degré d'instruction de la population est très bas. Il semble que 1,4 p. 100 seulement des enfants en âge de faire des études secondaires fréquentent les établissements de ce niveau. Pour que les autochtones puissent voter à égalité avec les blancs, il faudrait, selon M. Todd, dépenser pour l'enseignement 50 millions de livres, au lieu de 4 millions de livres actuellement.

42. Il n'y a pas non plus beaucoup d'espoir que la situation économique de la population autochtone s'améliore et qu'elle soit désormais en mesure de voter, conformément aux dispositions de la nouvelle Constitution. Le révérend George MacLeod affirmait dans un discours prononcé en 1959 devant l'Assemblée générale de l'Eglise d'Ecosse que la loi sur la répartition des terres avait attribué 160 000 kilomètres carrés aux Africains, contre 195 000 kilomètres carrés aux colons blancs, ce qui est monstrueux étant donné qu'il y a 12 Africains pour un blanc en Rhodésie du Sud. Dans son intervention du 16 mars au matin [A/AC.109/SR.15, p. 8] devant le Comité spécial, M. Joshua Nkomo, président du Simbabwe African

People's Union de Rhodésie, déclarait que la loi sur la répartition des terres "a permis d'exploiter encore davantage les Africains en déclarant européennes les régions fertiles, et africaines des régions reculées et jusqu'alors inhabitées". Un pasteur de l'Eglise méthodiste anglaise, Ndabaningi Sithole, originaire de la Rhodésie, affirme dans un livre intitulé *African Nationalism*<sup>5/</sup> qu'en Rhodésie les deux tiers des terres sont dans les mains des colons blancs.

43. On peut donc se demander s'il est possible, dans un territoire qui n'est pas autonome, puisqu'on le qualifie de territoire semi-autonome, de faire des réformes constitutionnelles qui contreviennent nettement aux dispositions de la Charte des Nations Unies relatives à la discrimination raciale, sans que la Puissance administrante puisse intervenir pour l'empêcher. Il semblerait que le Royaume-Uni en ait encore la possibilité. Etant donné que la Constitution n'est pas encore entrée en vigueur, on pourrait donc inviter le Royaume-Uni à examiner s'il est bien opportun de transférer les pouvoirs ou s'il ne vaudrait pas mieux les conserver jusqu'à ce que la Rhodésie du Sud soit vraiment démocratique et autonome. Cela permettrait de procéder à un ensemble de négociations, de mises au point et de modifications qui éloigneraient de la population de la Rhodésie du Sud le spectre de l'esclavage.

44. Tout porte à croire que le Royaume-Uni a une vision claire de ses devoirs internationaux. De l'époque de la Grande Charte à nos jours, l'histoire anglaise est celle d'une conquête progressive de la liberté humaine. C'est la philosophie anglaise qui a créé le libéralisme. Nous autres, peuples d'Amérique du Sud, devons beaucoup à la Grande-Bretagne quant à notre émancipation. On peut débattre de leur importance exacte, mais on ne peut nier l'apport des idées libérales anglaises pendant la période qui a précédé le mouvement d'émancipation de mai, dans le Rio de la Plata. Francisco Miranda, ce précurseur, bénéficia de l'appui britannique, c'est indiscutable. Des soldats anglais ont combattu dans les rangs des armées de Bolivar, c'est là un fait que nous ne pouvons oublier. A une époque plus récente, il est indéniable que le Royaume-Uni a favorisé l'émancipation de nombreux peuples africains qui font aujourd'hui partie de l'Organisation.

45. En résumé, ma délégation pencherait pour une solution qui permettrait d'éviter que la nouvelle Constitution ne soit imposée à la Rhodésie du Sud sans prendre l'avis de la majorité de la population, pourvu que les moyens employés respectent toujours la Charte des Nations Unies. Elle admet que la situation est grave et qu'elle justifie l'impatience de ceux qui souhaiteraient voir employer des moyens radicaux, mais elle ne croit pas que la hâte favorise la recherche d'une solution. Elle croit qu'en politique les meilleures solutions ne sont pas toujours les solutions les plus rapides, mais que ce sont celles qui permettent de parvenir sûrement au but visé; elle ne peut cependant admettre l'instauration d'un système qui reviendrait à ruiner les espoirs des populations africaines.

46. Nous savons que la clef du conflit qui fait obstacle au progrès du peuple de la Rhodésie du Sud dans la voie de l'indépendance totale ne doit pas être cherchée dans la mauvaise volonté ou dans les réticences du Gouvernement de Sa Majesté britannique et encore moins du peuple anglais. Comme dans d'autres régions

<sup>5/</sup> Ndabaningi Sithole, *African Nationalism*, Capetown, Oxford University Press, London, New York, 1959.

d'Afrique, c'est la volonté farouche du colon, du "settler", habitué depuis des années à dominer le pays, qui empêche de parvenir à une solution. Le colon veut de la main-d'œuvre à bon marché et il ne peut l'obtenir qu'en maintenant de très bas niveaux de vie, comme dans toutes les sociétés coloniales ou semi-coloniales. Il lui faut l'obéissance aveugle qu'il ne peut obtenir que si le degré d'instruction de la population autochtone reste peu élevé. Il veut conserver la domination politique pour imposer des conditions de vie discriminatoires. Lui remettre les pleins pouvoirs sans le contrôle modérateur d'une puissance administrante équitable serait actuellement dangereux et inopportun. La Puissance administrante a des devoirs envers la communauté internationale. Un gouvernement composé uniquement de colons ne trouvera au-dessus de lui aucune autorité qui l'oblige à s'acquitter de ses obligations. Nous invitons ceux qui détiennent aujourd'hui le pouvoir et la responsabilité à réfléchir à cet aspect des choses, quelle que soit leur attitude actuelle.

47. Nous comprenons fort bien les difficultés qui s'opposent à ce que la Rhodésie du Sud accède immédiatement à une pleine indépendance qui en ferait un Etat autonome; mais nous ne pouvons accepter que le transfert des pouvoirs à une minorité crée dans le territoire une situation injuste, explosive et dangereuse. Nous savons que dans cette affaire nous devons louver dangereusement sous peine de tomber de Charybde en Scylla. C'est pourquoi ma délégation forme des vœux pour qu'on parvienne à résoudre le problème avec patience, prudence et sérénité. Ma délégation ne pense pas que cette patience, cette prudence et cette sérénité doivent s'obtenir au prix d'une trahison des principes que nous défendons fermement. Suivant le point de vue auquel on se place, la Charte a la fragilité d'un chiffon de papier ou toute la force de la conscience même de la communauté internationale. Ayant à l'esprit ce dernier aspect, nous estimons qu'il est conforme à la lettre et à l'esprit de la Charte d'empêcher que ne s'étendent à la Rhodésie les régimes discriminatoires, racistes et autoritaires qui, dans certains pays d'Afrique, représentent la négation même du sentiment démocratique fondé sur le respect de l'homme pour lui-même — de l'homme considéré comme une fin en soi et non comme un moyen —, de ce respect qui constitue la plus grande conquête morale de l'humanité.

48. Telles sont les considérations qui guideront le vote de ma délégation, le moment venu.

49. Sir James PLIMSOLL (Australie) [traduit de l'anglais]: De toutes les possessions que détient encore le Royaume-Uni, la Rhodésie du Sud est celle qui pose le plus de problèmes parce que c'est le territoire qui compte le plus grand nombre d'habitants non autochtones et qu'ils constituent une minorité exerçant des pouvoirs considérables, possédant des biens également considérables et ayant dans le pays de gros intérêts, tant politiques qu'économiques et sociaux. Voilà l'un des éléments du problème. Pour le meilleur ou pour le pire, les Européens sont là depuis un certain nombre d'années et, de quelque façon que puisse évoluer le territoire, c'est une réalité dont il faudra tenir compte. Les problèmes qui se posent viennent également de ce que le Royaume-Uni a transféré petit à petit des pouvoirs importants à la Rhodésie du Sud et qu'il considère ces transferts comme irrévocables. Ces deux éléments font de la Rhodésie du Sud un ter-

ritoire dont il est particulièrement difficile de guider l'évolution.

50. Le premier point soulevé au cours du présent débat est celui du statut de la Rhodésie du Sud. Ce n'est pas un Etat indépendant, c'est évident. Le Royaume-Uni ne prétend pas que ce soit un Etat indépendant, nul ne le prétend. Il est tout aussi évident que c'est à certains égards un territoire autonome et cela non plus n'est pas contesté par les membres de l'Assemblée. Ce qui est contesté, c'est le degré auquel la responsabilité du Royaume-Uni est engagée et c'est la possibilité de révoquer les délégations de pouvoirs ou les transferts de responsabilités consentis jusqu'ici. Diverses opinions ont été exprimées sur ces points au cours du débat. Le Royaume-Uni affirme qu'en droit et en fait il n'est pas habilité à intervenir en Rhodésie du Sud de la façon préconisée par certains représentants. Cela a été dit à différentes reprises à l'Assemblée générale par des représentants du Royaume-Uni; cela a été dit au Parlement britannique, tant par des membres du gouvernement que par des hommes de l'opposition. On peut trouver cet état de choses heureux ou fâcheux; le fait est qu'il découle de décisions prises par le Gouvernement du Royaume-Uni au cours des 30 ou 40 dernières années et, pour qui vient d'un pays comme l'Australie où tant de problèmes constitutionnels sont pendants devant les tribunaux, il semble étrange que tant de représentants à l'Assemblée soient prêts à se prononcer de façon dogmatique sur ces problèmes constitutionnels.

51. Il suffit de se référer à certaines des affaires portées devant la Haute Cour australienne ou la Cour suprême canadienne, comme, d'ailleurs devant la Cour suprême des Etats-Unis, pour se rendre compte de la complexité de tant de ces questions et de la vaste zone d'incertitude qui entoure les problèmes constitutionnels. Je n'ai donc pas l'intention de me prononcer sur les aspects particuliers de la compétence ou de la non-compétence des gouvernements à l'intérieur du Commonwealth; c'est un problème qui a trop souvent préoccupé nos tribunaux et qui ne se prête pas à des généralisations hâtives.

52. Je suis d'avis cependant que, même si l'on considère la Rhodésie du Sud comme un territoire non autonome au sens du Chapitre XI de la Charte des Nations Unies, les pouvoirs du Gouvernement du Royaume-Uni sont limités en droit et en fait. On peut argumenter sur la façon exacte dont ils sont limités, mais, comme l'a déjà souligné au cours du débat le représentant du Canada [1111ème séance], même si le Royaume-Uni a pu détenir autrefois ou peut détenir encore aujourd'hui certains pouvoirs juridiques théoriques, le problème pratique qui se pose à lui est de savoir s'il peut dans la pratique des choses faire usage de ces pouvoirs. Le représentant du Canada se demandait si l'on pouvait penser que le Royaume-Uni recourrait, le cas échéant, à des moyens militaires pour réussir à imposer sa volonté et, si cela lui était possible, s'il était raisonnable de s'y attendre et si ce serait dans l'intérêt des autochtones de la Rhodésie du Sud.

53. L'évolution constitutionnelle des pays du Commonwealth contient de nombreux exemples de la façon dont le Royaume-Uni a transféré graduellement les responsabilités à ces pays, jusqu'à un stade où, explicitement ou non et bon gré mal gré, le Gouvernement du Royaume-Uni n'était plus en mesure de revenir sur ce qu'il avait accordé ni d'affirmer son autorité. Bien des pays représentés à l'Assemblée ont fait cette

expérience; bien des pays du Commonwealth représentés à l'Assemblée se seraient irrités ou auraient résisté si le Gouvernement du Royaume-Uni avait tenté de revenir en arrière une fois le processus arrivé à un certain point.

54. Il est donc clair à mon avis que, de ce point de vue, tout en n'étant pas un pays indépendant, la Rhodésie du Sud est autonome à certains égards, et, quant à savoir quelle est la part de pouvoirs et de responsabilités que détient encore le Royaume-Uni, nous devons vraiment respecter les conclusions auxquelles les autorités britanniques elles-mêmes sont parvenues sur ce point.

55. Peut-être le Gouvernement du Royaume-Uni trouvera-t-il une certaine ironie ou une certaine satisfaction amère à constater que nous sommes si nombreux à souhaiter le voir maintenir son autorité sur la Rhodésie du Sud. C'est peut-être un compliment indirect, mais c'est un compliment; cela revient à reconnaître qu'au long des années et dans de nombreux territoires le Royaume-Uni s'est fidèlement acquitté de ses obligations, aussi bien avant la création de l'Organisation des Nations Unies que depuis, et qu'il a favorisé l'accession des peuples de l'Empire britannique à l'autonomie et à l'indépendance. Nous sommes sûrs qu'il continuera à poursuivre ces objectifs dans les territoires qui dépendent encore de lui et, de toute évidence, bien des membres de l'Assemblée n'ont qu'un regret, c'est que le Royaume-Uni n'ait pas tous pouvoirs dans ce territoire.

56. Passons maintenant de ces questions constitutionnelles et juridiques à la situation en Rhodésie du Sud — à la situation sur le terrain, si l'on peut dire. Ce que l'Australie souhaite à la Rhodésie du Sud, je l'ai déjà dit à différentes occasions devant le Comité des Dix-Sept, c'est un type de gouvernement et un type de société qui offrent à tous des chances égales, sans considération de race, de couleur ou de religion.

57. Il est indéniable que dans bien des domaines la situation que connaît actuellement la Rhodésie du Sud est loin de correspondre à cet idéal — pour le droit de vote, par exemple — tant du point de vue des possibilités offertes aux Africains que dans les différentes formes de discrimination, ouverte ou cachée, qui y persistent encore. L'Australie ne défend donc pas le maintien du *statu quo* et elle ne tient pas du tout à ce que cet état de choses reste inchangé. La situation actuelle en Rhodésie du Sud ne peut durer. Ni le Gouvernement du Royaume-Uni ni les autorités de la Rhodésie du Sud ne prétendent qu'elle se perpétuera ou qu'il faut y contribuer. C'est là, me semble-t-il, l'élément le plus encourageant de ce problème de la Rhodésie du Sud: ni le Gouvernement britannique ni les autorités de la Rhodésie du Sud ne considèrent que la situation doit rester ce qu'elle est. Ils ne considèrent pas la suprématie raciale ou la domination d'une minorité comme une caractéristique permanente de la Rhodésie du Sud. Leur intention déclarée est de mettre en place un gouvernement composé en majorité d'Africains. Leur intention déclarée est d'y parvenir dans l'ordre.

58. Certains des représentants qui sont intervenus dans le présent débat ont critiqué ce point de vue. Une fois que le Royaume-Uni aura renoncé à la plupart des pouvoirs qu'il détient encore, ont-ils dit, la minorité blanche réussira, d'une façon ou d'une autre, à se maintenir perpétuellement au pouvoir. Plusieurs représentants ont développé ce thème, qui est également

abordé dans le rapport du Comité spécial des Dix-Sept. On semble craindre que le transfert de tous les pouvoirs à la Rhodésie du Sud ne stoppe le processus en cours et n'anéantisse tout espoir de voir se produire une évolution progressive jusqu'au stade où les autochtones, c'est-à-dire la majorité, pourraient prendre en main leur propre destin.

59. La seconde objection importante qui se dégage du débat porte sur la rapidité de l'évolution. Quand bien même, dit-on, le processus en cours en Rhodésie du Sud viserait à mettre en place un gouvernement composé en majorité d'Africains, cela prendra trop de temps. Ce sont là des craintes réelles que l'on ne peut traiter à la légère. Lorsqu'on envisage l'évolution politique d'une région ou d'un pays quelconque du globe, on ne peut écarter arbitrairement aucune éventualité. Il serait téméraire de la part de quiconque, et dans quelque situation que ce soit, de dire qu'une chose est impossible.

60. Mais il est d'autres facteurs dont nous ne devons pas oublier de tenir compte et qui autorisent quelque espoir. D'une part, les Nations Unies ont déjà discuté du problème. Le monde est donc au courant de la situation en Rhodésie du Sud et les autorités et les habitants de la Rhodésie du Sud savent que le monde observe ce qui se passe. Ils savent qu'ils ne peuvent prendre de décisions en vase clos. Ils savent que la situation en Rhodésie du Sud n'évoluera pas comme en vase clos. Ainsi, les différentes forces qui sont actuellement à l'œuvre dans le monde, la reconnaissance progressive du droit de tous les peuples à s'administrer eux-mêmes, les conceptions internationales des droits de l'homme et des libertés individuelles, l'évolution vers un développement économique à l'échelle mondiale, toutes ces forces dont l'action est analysée et stimulée par les organes des Nations Unies, les habitants de la Rhodésie du Sud en connaissent l'existence. Quand bien même ils le voudraient, ils savent qu'ils ne peuvent pas agir en Rhodésie du Sud comme si ces courants d'idées et ces sentiments n'existaient pas dans le reste du monde.

61. Les intentions déclarées des autorités de la Rhodésie du Sud peuvent également nous donner matière à espoir. Prenons par exemple la Fédération de la Rhodésie et du Nyassaland — que nous approuvions ou non la Fédération, peu importe; il est de fait qu'elle a été créée pour constituer une société multiraciale. Quant à savoir si c'est là un instrument efficace pour parvenir à ce but, les avis peuvent diverger. On peut également mettre en doute la sincérité de certains de ceux qui ont participé à cette création, mais il n'en reste pas moins que le but déclaré de la Fédération était de fournir la base d'une société multiraciale. D'autre part, bien des autorités de la Rhodésie du Sud ont déclaré que leur objectif était de donner le pouvoir à la majorité africaine. Le Premier Ministre de la Rhodésie du Sud, sir Edgar Whitehead, a dit publiquement que le processus actuellement mis en train en Rhodésie du Sud devait conduire en temps voulu à une majorité africaine. Une telle déclaration dans la bouche du Premier Ministre de la Rhodésie du Sud revêt vraiment une importance capitale.

62. Il y a d'autres éléments encourageants. Les tribunaux de la Rhodésie du Sud ne restent pas inactifs. J'ai lu dans le numéro d'hier du *Times* de Londres que la Haute Cour de la Rhodésie du Sud venait de décider qu'un employé de maison africain avait le droit de fréquenter la piscine dans un faubourg de Salisbury. Je ne connais pas les détails de cette



affaire, mais il est vraiment significatif et encourageant de constater qu'en Rhodésie du Sud les tribunaux sont accessibles aux individus et qu'ils statuent que certains droits, certains droits de l'homme, certains privilèges doivent être reconnus à tous, sans distinction de couleur. Je ne veux pas brosser un tableau partial ou trop optimiste de la façon dont les discriminations disparaissent, mais le fait est qu'elles disparaissent et j'estime que dans nos discussions à l'Assemblée nous devons nous efforcer d'aborder le problème en partant avant tout de ce qui a déjà été réalisé.

63. Certains des représentants qui sont intervenus dans le débat ont dépeint les autorités de la Rhodésie du Sud sous les couleurs les plus noires. Ils leur ont prêté l'intention de faire régner une ségrégation totale, de maintenir la population africaine dans une complète sujétion et d'imposer la supériorité absolue d'une race sur les autres. Je ne doute pas qu'il y ait en Rhodésie du Sud des gens qui souhaiteraient qu'il en soit ainsi; peut-être même est-ce le cas de certaines des autorités. Mais d'autres forces sont à l'œuvre. Il y a dans la Constitution et dans la législation des déclarations et des affirmations, des personnalités prennent des décisions, des tribunaux rendent des jugements, et l'on trouve dans tout cela des éléments qui vont dans un sens différent. Nous devons fonder notre action sur ces éléments-là au lieu de considérer la situation comme désespérée; nous devons nous efforcer de bâtir sur ce qui existe déjà pour progresser vers un Etat où les races soient à égalité dans une société intégrée. En fait, de tous les territoires africains qui n'ont pas encore accédé à l'indépendance et qui comptent une importante minorité non autochtone, la Rhodésie du Sud est celui qui offre les perspectives les plus encourageantes.

64. Le Gouvernement du Royaume-Uni continuera à exercer son influence, et cela constitue un autre élément positif. Le Royaume-Uni s'est demandé jusqu'à quel point il pourrait intervenir en droit et en fait, mais il peut exercer et il exercera une influence partout où ce sera possible, par une action gouvernementale ou à travers des personnes privées ou encore par le canal de différentes institutions. On sait qu'il y a quelques mois un des ministres les plus haut placés du Gouvernement du Royaume-Uni a été nommé au poste récemment créé de Ministre chargé des affaires d'Afrique centrale. Il s'est rendu en Rhodésie et au Nyassaland. Il s'est entretenu avec de nombreuses personnes représentant les autorités locales, les habitants d'origine européenne et la population autochtone. Je ne sais pas ce qu'il a conclu qu'il fallait faire ou ne pas faire, mais sa nomination et sa présence dans le territoire prouvent que le Royaume-Uni ne se désintéresse pas complètement de la situation et qu'il n'hésite pas à s'informer et à passer en revue les possibilités qu'offrirait une évolution de la situation. C'est là un élément encourageant.

65. De plus, c'est une réalité inéluctable qu'une société ou un gouvernement qui refuse à la majorité d'être représentée ou de participer effectivement aux affaires publiques et privées ne peut survivre, et cela ne doit pas échapper à ceux qui président aux destinées de la Rhodésie du Sud. Ils doivent bien se rendre compte que, s'ils essaient de perpétuer la situation actuelle au lieu de progresser vers une société dans laquelle chacun ait sa chance, ils vont à la catastrophe. Ainsi, étant donné la situation et étant donné les intentions qu'ils professent, nous

pouvons espérer que l'évolution se poursuivra. Tous les habitants de la Rhodésie du Sud ont un intérêt commun: que le territoire se développe et que les transitions nécessaires s'opèrent dans le calme. Les Africains ont intérêt à préserver le système de gouvernement et les atouts économiques dont a été doté le territoire et à continuer de pouvoir tirer parti des différentes compétences que peuvent leur offrir de si nombreux éléments de la population non autochtone. Les Africains n'ont pas intérêt à détruire le gouvernement et la fragile structure économique.

66. De leur côté, les Européens aussi ont certainement intérêt à ce que l'évolution et la transition s'opèrent dans le calme, car ce n'est que si cette transition inévitable s'effectue avec ordre et méthode que la plupart d'entre eux peuvent espérer conserver la possibilité de rester dans le territoire, de continuer à apporter leur contribution à sa vie économique et d'y garder les occupations qui ont jusqu'ici été les leurs.

67. Il me semble que nous aurions pu dans notre débat accorder plus de place à des facteurs autres que ceux de l'évolution purement constitutionnelle et juridique — par exemple à la nécessité d'amener les différents groupes raciaux et leurs représentants à collaborer et à avoir des contacts plus fréquents. Pour un observateur de l'extérieur comme moi, une des caractéristiques de la vie de la Fédération qui surprend est l'absence de contacts personnels réels et de coopération entre les membres des différents groupes raciaux, les pasteurs des différentes régions du territoire; plus il y aura de contacts personnels et de coopération entre Européens et Africains, plus l'évolution et la transition s'effectueront facilement et harmonieusement. Il importe de créer un climat de confiance et de compréhension.

68. Si l'on considère la situation de la Rhodésie du Sud telle qu'elle se présente sur le terrain, on constate, comme je l'ai déjà souligné au début de mon intervention, la présence de nombreux habitants non autochtones qui se sont taillés dans l'économie une place importante, qui détiennent des postes de premier plan dans les domaines politique, économique et social, et qui sont évidemment peu enclins à renoncer à tout cela du jour au lendemain sans être bien sûrs qu'ils trouveront place dans la société qui se constitue et que toute cette structure économique pourra y être préservée. La tâche qui incombe à ceux qui sont en Rhodésie du Sud, Africains et Européens, est de créer un climat de confiance mutuelle, d'apaiser les craintes qui existent inévitablement d'un côté comme de l'autre, crainte chez les Africains que les Européens n'aient pas vraiment l'intention de renoncer à leur position privilégiée, crainte chez les Européens d'être expulsés ou dépouillés de tous leurs biens, ou de voir le pays sombrer dans le chaos.

69. Cette situation ne sera pas améliorée par une résolution de l'Assemblée. Elle ne sera pas améliorée par une loi du Parlement, que ce soit à Londres ou en Rhodésie. Je l'ai déjà dit, ce qu'il faut, c'est le règne de la confiance, c'est l'habitude de la coopération. Nous connaissons l'exemple d'autres Etats africains indépendants et nous savons donc que l'existence d'Etats pacifiques et efficaces gouvernés par des ministres africains et où les Africains détiennent les postes clefs est du domaine des réalités. C'est à quoi on peut parvenir en Rhodésie du Sud. Cela se fera mieux et avec le maximum de rapidité et d'efficacité si les différentes communautés apprennent à s'entendre et à collaborer.

70. Je ne préconise pas une politique d'évolution progressive, si l'on interprète cette expression comme étant synonyme de lenteur. En fait, il est bien certain qu'en Rhodésie du Sud les choses devront aller beaucoup plus vite qu'on ne pouvait le prévoir il y a quelques années. Il n'est pas question de "se hâter lentement"; il faut aller le plus vite possible, mais en agissant si possible de façon concertée. Il faut aussi, à côté de l'évolution constitutionnelle et des habitudes de coopération et de confiance mutuelle qui se créeront, prévoir des programmes d'éducation et de développement économique qui aident les autochtones à jouer le rôle qui leur revient dans un Etat moderne.

71. On a déjà fait beaucoup en Rhodésie du Sud. Le niveau de l'enseignement y est plus élevé que dans de nombreuses régions de l'Afrique. Quant au développement économique, la Rhodésie du Sud est probablement, avec la République sud-africaine, le seul Etat dont on puisse raisonnablement prévoir qu'il parviendra à se suffire à lui-même. La Rhodésie du Sud possède les éléments de base de la prospérité et du développement économiques. C'est une bonne chose. C'est un élément encourageant. Il faut bâtir là-dessus et non pas détruire. Cela dit, il est certain que des programmes d'enseignement et de développement économique, bénéficiant ou non d'une aide internationale, doivent être mis en œuvre avec toute la célérité possible, étant donné notamment la teneur des dispositions de la nouvelle Constitution relatives au droit de vote. Plus on améliorera la situation économique des Africains, plus on relèvera leur niveau de vie et leurs revenus, plus le nombre d'électeurs africains augmentera vite. Dans le même ordre d'idées, j'ajouterai qu'il serait souhaitable que le plus grand nombre possible d'Africains s'engagent dans la vie politique et jouent le rôle qui leur revient dans l'évolution politique du pays telle qu'elle est prévue dans la Constitution. Je sais que beaucoup d'Africains de la Rhodésie du Sud n'approuvent pas la nouvelle Constitution. C'est peut-être le cas de la majorité d'entre eux. Mais, qu'ils l'acceptent ou non, il me semble qu'ils auraient avantage à profiter au maximum des possibilités qui leur sont offertes. Qu'ils continuent à dire qu'ils veulent la voir modifier, mais je pense que plus ils seront nombreux à s'inscrire sur les listes électorales et à jouer un rôle actif dans le cadre prévu par la Constitution — qu'ils l'approuvent ou non et qu'ils cherchent ou non à la modifier — mieux cela vaudra.

72. Il ressort clairement, je pense, de mon intervention, que l'Australie ne peut approuver le projet de résolution [A/L.386/Rev.1 et Add.1 à 4] dont nous sommes actuellement saisis. D'une part, ce texte demande au Royaume-Uni de prendre des décisions qui, de l'avis du Gouvernement du Royaume-Uni, outrepasseraient ses pouvoirs. Ma délégation estime qu'il ne sert de rien de demander au Royaume-Uni de prendre des décisions que le Gouvernement du Royaume-Uni a déclaré ne pas pouvoir prendre, qu'il veuille ou non les prendre.

73. La tâche à accomplir en Rhodésie du Sud doit l'être par tous ceux qui y sont directement intéressés. Le Gouvernement du Royaume-Uni a un rôle à jouer; les autorités de la Rhodésie du Sud ont un rôle à jouer; tous les habitants du territoire, Européens, Africains, Asiatiques, ont un rôle à jouer. Chacun a quelque chose à faire. Je le répète, le but à atteindre est une société et un type de gouvernement qui donnent à tous les mêmes chances, sans considération de race, de couleur ou de religion. Il est clair

qu'un gouvernement ou une société ne peuvent se maintenir s'ils sont fondés sur la supériorité d'une minorité raciale, si la majorité des habitants n'est pas représentée ou n'a pas voix au chapitre.

74. Ainsi, nul ici — pas plus d'ailleurs qu'au sein du Gouvernement de la Rhodésie du Sud — ne prétend que la situation actuelle doive se maintenir. Ce que, je pense, nous souhaitons tous, c'est une évolution rapide vers un gouvernement et une société qui offrent à tous les mêmes possibilités. Je suis certain que les autorités du Royaume-Uni, les autorités de la Rhodésie du Sud et les habitants, européens et africains, seront au courant de ce qui s'est dit ici. Qu'ils le veuillent ou non, notre débat a révélé l'existence de différentes forces. Les forces à l'œuvre dans le monde moderne, les possibilités qui s'offrent à la science et à la technique modernes ont été analysées au cours du débat et doivent être prises en considération.

75. L'Australie ne peut prédire quel sera le résultat final de telle ou telle décision prise. Nul ici ne le peut. Tout comme le Gouvernement du Royaume-Uni et les autorités de la Rhodésie du Sud se retranchent derrière leur compétence et invoquent leurs responsabilités, nous ne pouvons pas non plus porter la responsabilité des décisions qu'ils pourront prendre. Aucun d'entre nous ne le peut. Cela ne nous est d'ailleurs pas demandé. Mais nous pouvons espérer qu'une évolution se produira dans le sens souhaité par presque tous les membres de l'Assemblée et dans le cadre prévu par la Charte des Nations Unies. Nous pouvons conclure d'après certains éléments de la situation que, si la Rhodésie du Sud est de tous les territoires britanniques celui qui pose le plus de problèmes, ce n'est pas le territoire d'Afrique où la situation est la plus désespérée et la plus difficile à résoudre, tant s'en faut.

76. M. TARAZI (Syrie): L'Assemblée générale a été appelée à étudier la question de la Rhodésie du Sud. La plupart des orateurs qui m'ont précédé n'ont pas manqué de souligner l'importance et la gravité des problèmes auxquels ce territoire doit faire face dans les conditions actuelles de son développement. La Constitution du 6 décembre 1961 n'a pas, de l'avis des représentants légitimes de la population africaine, réglé ces problèmes. Elle les a, au contraire, compliqués.

77. Ma délégation a participé aux débats du Comité spécial des Dix-Sept. Elle a pu se rendre compte de l'acuité de la situation et de l'urgence avec laquelle l'Assemblée doit agir pour parer à ce qui sans cela serait inévitable.

78. Le rapport établi par le Comité spécial des Dix-Sept est, à notre avis, satisfaisant; ses conclusions ne sauraient être taxées de partialité. Du fait de l'adoption, par l'Assemblée générale, de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, toute situation coloniale relève de la juridiction des Nations Unies. Toute puissance administrante doit prendre en considération le fait que l'Organisation des Nations Unies a d'ores et déjà décidé que les territoires non autonomes doivent parvenir au stade de l'indépendance complète et de l'administration souveraine.

79. Or, lorsqu'on examine la Constitution de 1961, on est surpris de constater qu'elle s'écarte des dispositions de la résolution 1514 (XV) du 14 décembre 1960 qui a jeté les bases d'une décolonisation totale. Etant donné que la population africaine s'oppose à la

mise en vigueur et à l'application de cette constitution, il est de notre devoir de parer à une situation qui pourrait devenir explosive et dangereuse.

80. Toutes les fois que les intérêts des colons européens ont été en jeu, nous avons vu naître les difficultés et les problèmes. On pourrait dire, sans risque de se tromper, que les puissances administrantes qui avaient elles-mêmes ouvert les divers territoires coloniaux à l'exploitation de leurs ressortissants, loin de contrôler par la suite les exploitants européens, ont, en définitive, été à leur remorque.

81. Les questions qui se posent en Rhodésie du Sud sont, en quelque sorte, classiques. Elles sont les derniers exemples des vestiges de la colonisation. La suprématie de l'homme blanc — idéologie fausse et que les faits ont démasquée — ne cesse de hanter les esprits des colons européens. Loin de l'abandonner, ceux-ci ont eu recours à un succédané qui puisse résister à l'épreuve des forces nouvelles. Ce succédané, c'est la discrimination raciale.

82. Tel est l'un des exemples les plus navrants de la tragédie en présence de laquelle nous nous trouvons en Afrique contemporaine. Nous sommes déjà familiers avec la discrimination raciale en Union sud-africaine. Veut-on aboutir à la même situation en Rhodésie, uniquement pour la raison qu'une minorité européenne entend empêcher la majorité africaine d'exercer ses droits légitimes dans son propre pays? L'Organisation des Nations Unies a déjà commis l'erreur de ne pas reconnaître l'existence de la population arabe en Palestine, afin de permettre à des étrangers à ce pays de s'arroger le droit de le gouverner au mépris de la volonté des Arabes. Veut-on qu'une telle situation se renouvelle? Certes non; aussi est-il nécessaire que la volonté des Africains soit respectée.

83. Telles sont les raisons qui ont incité ma délégation à présenter, avec d'autres délégations, le projet de résolution qui est actuellement soumis au vote de l'Assemblée générale. Le ton de ce projet est modéré. L'Autorité administrante ne saurait nous faire le reproche de la mettre dans une situation difficile ou de lui proposer des solutions impossibles. La convocation d'une conférence constitutionnelle et la suppression de toutes les entraves à l'exercice, par les Africains, des droits les plus élémentaires ne constituent qu'un minimum de garanties qu'il est nécessaire d'accorder si l'on ne veut pas que les choses aillent de mal en pis.

84. L'orateur qui m'a précédé, c'est-à-dire le représentant de l'Australie, nous a dit qu'il était impossible de demander au Gouvernement du Royaume-Uni d'intervenir, étant donné que ce gouvernement s'était dessaisi de sa juridiction sur la Rhodésie du Sud. Mais alors, si nous ne pouvons pas demander au Gouvernement du Royaume-Uni d'intervenir, à qui faut-il le demander? Faut-il convoquer sir Roy Welensky et lui demander de venir devant l'Assemblée générale et de se conformer aux résolutions adoptées par cette assemblée? Mais, dans ces conditions, le Gouvernement du Royaume-Uni ne pourrait-il pas nous dire: "Pardonnez-moi, vous ne pouvez pas convoquer sir Roy Welensky; car le Gouvernement du Royaume-Uni assume les responsabilités qui sont de la compétence de la Rhodésie du Sud en matière de politique extérieure; car la politique étrangère de la Rhodésie du Sud est du ressort du Gouvernement du Royaume-Uni."

85. Par conséquent, il est fallacieux de prétendre que l'on ne peut pas demander au Gouvernement du Royaume-Uni d'intervenir.

86. L'Autorité administrante a soulevé des objections contre la convocation d'une conférence constitutionnelle à laquelle participeraient tous les représentants de la population. Ces objections sont plutôt formelles; elles ne sauraient résister à un examen tant soit peu sérieux. Il est certain que la Rhodésie du Sud est, dans les conditions actuelles, un territoire non autonome. L'Autorité administrante est toujours responsable de son destin. La Fédération de la Rhodésie et du Nyassaland ne saurait être imposée à une population africaine dont la seule existence physique est méconnue. La convocation d'une conférence constitutionnelle aurait l'avantage de permettre le redressement d'une situation qui risque de se développer dans un sens que l'Autorité administrante ne manquera pas de regretter dans l'avenir.

87. Telles sont les raisons pour lesquelles ma délégation exprime le vœu que le projet de résolution dont l'Assemblée générale est saisie soit adopté.

*M. Volio (Costa Rica), vice-président, prend la présidence.*

88. M. LEWANDOWSKI (Pologne) [traduit de l'anglais]: Les discussions qui ont lieu à l'Organisation au sujet du colonialisme traduisent la lutte qui oppose les forces du colonialisme aux forces de libération nationale dans les territoires dépendants.

89. A cet égard, le présent débat sur la question de la Rhodésie du Sud ne se distingue en rien des précédents. Il n'est en quelque sorte que l'écho du conflit entre les aspirations et les intérêts des 3 millions d'individus qui compte la majorité autochtone de la Rhodésie du Sud et une petite minorité de colonisateurs soutenus dans leur volonté immorale de perpétuer le régime colonial par une puissante autorité métropolitaine.

90. Les arguments présentés ici par la délégation britannique et par ses amis ne diffèrent guère de ceux auxquels on a eu recours dans de précédents débats sur des problèmes coloniaux. On nous dit une fois de plus que nous ne devons rien précipiter, que le processus qui mène à l'indépendance du territoire doit se faire en son temps. L'Assemblée n'ignore pas que les avis diffèrent beaucoup sur le point de savoir combien cela peut ou doit prendre de temps. D'après certaines sources d'origine britannique, il serait question de 12 ans, tandis que d'autres, plus franches et plus fanatiques, parlent de voir le colonialisme régner dans cette région de l'Afrique pendant 200 ans encore, s'il ne dépend que d'eux.

91. La population autochtone n'est pas prête pour l'indépendance, nous dit-on, elle manque de personnel convenablement formé et de main-d'œuvre qualifiée. Qui est responsable de cet état de choses? Depuis plus de 70 ans que le pays est sous domination britannique, la population indigène est traitée comme une race inférieure dont la seule raison de vivre est d'être exploitée. Le conquérant de la Rhodésie, sir Cecil Rhodes, déclarait avec une belle franchise: "Je prétends que nous sommes la première race au monde, et plus nous nous étendrons à la surface du globe, mieux cela vaudra pour la race humaine." Nous ne voyons aucune différence entre l'attitude de Cecil Rhodes et celle des gens qui nous disent que la population de la Rhodésie du Sud doit d'abord être préparée

et être patiemment guidée vers cette indépendance que l'impérialisme britannique lui a arrachée il y a plus de 70 ans.

92. A ces arguments nous répondrons comme nous l'avons toujours fait lors de tous les autres débats sur le colonialisme: seules la liberté et l'indépendance totales peuvent créer les conditions les plus propices au développement rapide et fructueux d'un peuple. Cela est valable pour tous les pays, mais cela est particulièrement valable pour les territoires qui sont encore sous la domination coloniale. L'exemple des pays africains qui ont récemment accédé à l'indépendance prouve bien dans la pratique l'exactitude de cette affirmation.

93. Rompue comme elle l'est aux débats sur les problèmes coloniaux, l'Assemblée générale ne se laissera certainement pas induire en erreur par les déclarations des représentants du Royaume-Uni et de leurs amis qui prétendent que c'est dans le désir désintéressé de former et de guider la population autochtone de la Rhodésie du Sud qu'il faut voir le seul et le véritable mobile de ferme opposition du Gouvernement du Royaume-Uni à transférer les pouvoirs à la population africaine du territoire ou même à débattre de ce problème aux Nations Unies. De l'avis de ma délégation, comme dans tous les cas du colonialisme, les véritables motifs sont d'ordre économique et politique et viennent souvent, comme pour la Rhodésie du Sud, de l'attitude des colons fanatiques et de leurs partisans de la métropole qui défendent obstinément la suprématie de la race blanche.

94. Je me propose donc d'analyser brièvement ces trois éléments qui commandent la politique coloniale en Rhodésie du Sud. L'exploitation économique a toujours été le principal objectif de la politique coloniale. C'est particulièrement vrai pour la Rhodésie du Sud. Ce pays est riche en minéraux. La production d'or, de charbon, de manganèse, d'amiante et d'autres minéraux rares est considérable et la Rhodésie du Sud fournit au marché occidental une part importante des minéraux et des matières premières qu'il importe. La moitié des importations de chrome des Etats-Unis, par exemple, proviennent du territoire. Ces richesses sont détenues et exploitées par les grandes compagnies du Royaume-Uni, d'Europe occidentale et d'Amérique, qui ont en main non seulement les ressources de la Rhodésie du Sud, mais aussi les énormes richesses de toute l'Afrique centrale et australe.

95. Certains désignent cet ensemble de compagnies sous le nom de "Mines du Cap au Katanga" et englobent sous ce titre des noms aussi tristement célèbres que ceux de l'Union minière du Haut-Katanga, des De Beers Consolidated Mines, de l'Anglo-American Corporation of South Africa, de la British South Africa Company, de l'American Metal Climax Corporation, de la Société générale de Belgique et du groupe de la Rhodesian Selection Trust. Voilà la véritable puissance qui modèle et qui dirige discrètement les politiques officielles des gouvernements des pays coloniaux. Nous avons pu voir au Katanga et au Congo combien ces monopoles capitalistes pouvaient être impitoyables. Nous pouvons déceler leur influence dans le débat actuellement en cours au sujet de l'avenir du Ruanda-Urundi. Et nous avons toute raison de craindre qu'ils ne soient tout aussi implacables en Rhodésie du Sud.

96. On constate, en consultant une carte de l'Afrique australe et centrale, que la Rhodésie du Sud occupe

une position stratégique. Elle a des frontières communes avec le Mozambique, l'Afrique du Sud, le Betchouanaland et la Rhodésie du Nord. Elle est proche de l'Angola et du Sud-Ouest africain. Bref, elle est située juste au centre des vastes régions encore soumises à la domination coloniale qui sont directement sous la coupe des grands monopoles.

97. On comprend dès lors que ces monopoles redoutent l'influence que la libération de la Rhodésie du Sud pourrait exercer sur l'ensemble de la région. Ils craignent qu'en perdant leur emprise politique sur les Rhodésies ils ne finissent par devoir renoncer à dominer et à exploiter l'économie d'une bonne partie de l'Afrique.

98. Au cours du débat dont la question de la Rhodésie du Sud a fait l'objet au Comité spécial des Dix-Sept, dont la Pologne est fière de faire partie, les conditions de vie qui règnent en Rhodésie du Sud ont été analysées à fond. Le chef de la Zimbabwe African People's Union, M. Joshua Nkomo, qui représentait la population autochtone du territoire, a fait un rapport circonstancié et a exposé au Comité spécial tous les détails concernant la situation économique et le terrorisme politique dont la majorité africaine est victime. Ainsi, d'après les renseignements que ses amis et lui nous ont donnés, nous avons appris que le salaire moyen d'un Européen était de 90 livres par mois, tandis que les Africains ne gagnaient que 7 à 10 livres. Plus de la moitié des terres, et les meilleures, appartiennent aux colons européens et à des propriétaires britanniques absenteïstes, dont certains occupent des postes importants au Gouvernement du Royaume-Uni. On est choqué de constater l'absence d'établissements d'enseignement, de logements, de services sociaux et sanitaires pour Africains. Les Membres du mouvement national africain sont soumis à un régime de terreur, arrêtés et déportés dans des régions isolées. Dans la seule année 1961, plus de 10 000 Africains ont été jetés en prison. La tension monte en Rhodésie du Sud et les Africains craignent vraiment que les grands monopoles ne se servent des blancs qui sont des racistes fanatiques pour mettre le feu aux poudres et détruire le mouvement africain en éliminant physiquement les chefs. Ces craintes méritent d'être prises tout à fait au sérieux, car c'est bien souvent ainsi que se sont conduits les colonialistes. Est-il besoin de rappeler aux membres de l'Assemblée l'assassinat de Patrice Lumumba et de ses amis, du Dr. Moumié au Cameroun, de John Kale en Ouganda, de Dedan Kimathi au Kenya et du Premier Ministre du Burundi, le prince Rwagasore?

99. Dans sa grande sagesse, l'Assemblée a décidé d'inscrire la question de la Rhodésie du Sud à l'ordre du jour de la reprise de sa session en tant qu'affaire urgente exigeant une attention et une solution immédiates. Elle a bien fait de prendre cette décision, car les prochains mois risquent d'être d'une importance cruciale pour tout l'avenir de la Rhodésie du Sud. Devant les pressions de plus en plus vives en faveur de la libération, les forces du colonialisme ont décidé de précipiter la création d'un Etat raciste qui leur permettrait de maintenir leur emprise sur le territoire et de préserver les intérêts du colonialisme dans les pays voisins. Trois étapes sont prévues.

100. La première consiste en des manœuvres tactiques concernant le statut du territoire. Les colonialistes prétendent que la Rhodésie du Sud est un territoire autonome depuis 1923. L'absurdité de cette affirmation est évidente si l'on pense que seule la



population blanche a accédé à l'autonomie, sans que les Africains, qui représentent 92 p. 100 de la population, aient été consultés ou aient pu se prononcer. Ma délégation fait sienne la conclusion du Comité spécial: le territoire ne remplit pas les conditions généralement acceptées comme s'appliquant à un territoire autonome et la Rhodésie du Sud n'a pas encore pleinement accédé à l'autonomie. Nous sommes convaincus que dans sa grande sagesse l'Assemblée confirmera cette conclusion et s'opposera ainsi aux tentatives visant à dénier aux Nations Unies le droit de s'occuper de l'avenir du territoire.

101. En second lieu, la Fédération de la Rhodésie et du Nyassaland a été créée en 1953. D'après le rapport de la commission Monckton<sup>6/</sup>, cette fédération doit permettre d'utiliser les ressources minérales exceptionnelles de la Rhodésie du Nord et la main-d'œuvre peu coûteuse du Nyassaland pour mettre en valeur la Rhodésie du Sud où la proportion d'Européens par rapport aux Africains est de 1 à 14, alors qu'elle est de 1 à 30 en Rhodésie du Nord et de 1 à 370 au Nyassaland. Comme nous l'avons dit au Comité spécial — et nous n'hésitons pas à le redire ici —, la Fédération créée par les colonisateurs pour maintenir la suprématie des blancs doit être dissoute. Ce sera aux Africains eux-mêmes, et à eux seuls, de décider, quand ils seront en mesure d'exprimer librement leur volonté, si les territoires doivent s'unir, et à quel moment.

102. La prétendue Constitution de 1961 constitue une des manœuvres les plus dangereuses visant à créer un Etat raciste en Rhodésie du Sud. Tous les dirigeants africains s'y opposent avec la dernière énergie, car sa raison d'être est de perpétuer la mainmise de la minorité de colons et de priver à jamais de leurs droits politiques l'immense majorité des Africains. Ma délégation tient donc à réaffirmer ce qu'elle avait déclaré au Comité spécial: la Constitution doit être abrogée et une conférence réunissant des représentants du Royaume-Uni et des partis politiques africains de la Rhodésie du Sud doit être convoquée immédiatement pour préparer des élections générales libres sur la base du principe "à chacun une voix". Cette conférence serait chargée de transférer tous les pouvoirs à un gouvernement provisoire africain.

103. Il ne reste plus guère de temps pour agir en Rhodésie du Sud. La tension croissante risque d'y inciter les colons fanatiques à recourir au même genre de provocations que celles de l'Organisation de l'armée secrète en Algérie. Les Africains finiraient bien par gagner la victoire, mais ce serait au prix de lourdes pertes en vies humaines et les incidences internationales d'un tel conflit sont difficilement prévisibles à l'heure actuelle. C'est un devoir pour

les Nations Unies et une obligation pour la Puissance administrante que d'empêcher une telle évolution de la situation et de favoriser la décolonisation pacifique du territoire. On ne peut apporter une solution juste à la question de la Rhodésie du Sud qu'en accordant l'indépendance à ce pays, en lui transférant les pouvoirs de façon démocratique, conformément aux vœux de la majorité de la population. Le plus tôt sera le mieux, pour tous les intéressés. Ma délégation estime qu'étant donné les dangers du présent état de choses la Rhodésie du Sud devrait accéder à l'indépendance avant 1963. Retarder ce processus reviendrait à prendre le risque incalculable de voir la situation continuer à empirer.

104. Je terminerai en citant les paroles prononcées par le Ministre de l'intérieur du Tanganyika, M. Kambona, dans son discours d'accueil aux membres du Comité des Dix-Sept réuni à Dar es-Salam le 5 juin 1962:

"La patience du peuple africain, qui a souffert plus que tout autre des horreurs du régime colonial, est à bout et les Africains sont prêts à verser leur sang pour la liberté et l'égalité. Il est essentiel pour la paix et la sécurité mondiales que le fléau du colonialisme soit éliminé, et les Nations Unies doivent consacrer toutes leurs énergies à la recherche de mesures pratiques permettant d'y parvenir."

105. Ma délégation approuve pleinement ce cri d'angoisse et reconnaît la nécessité d'une intervention des Nations Unies. Ceux qui veulent empêcher la justice de suivre son cours risquent d'être écrasés sous le poids de la responsabilité terrible d'avoir accru la misère des hommes.

*M. Mongi Slim (Tunisie) reprend la présidence.*

106. Le PRESIDENT: Aucun autre orateur n'est disposé à prendre la parole au cours de la présente séance.

107. Avant de lever la séance, je voudrais faire savoir aux membres de l'Assemblée que le Bureau se réunira demain à 15 heures afin de fixer la date de clôture de la présente session. Cette séance du Bureau sera brève, et l'Assemblée générale se réunira aussitôt après en séance plénière.

108. Je prie tous les représentants de bien vouloir aider le Président en arrivant ponctuellement à l'heure et j'ose espérer, étant donné qu'il reste encore 29 orateurs sur la liste, que nous pourrions entendre demain le plus grand nombre possible d'entre eux et tenir, le cas échéant, une séance de nuit.

109. La prochaine séance aura lieu demain à 10 h. 30.

*La séance est levée à 17 h 35.*

<sup>6/</sup> Report of the Advisory Commission on the Review of the Constitution of Rhodesia and Nyasaland (Londres, H.M. Stationery Office).